

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 30/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNDS Ammo France

BP13

Route de Villeneuve

18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT20240542

Code AIOT : 0010003876

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement KNDS Ammo France implanté Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. L'inspection a été annoncée le 11/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur les installations du bâtiment 28S qui a été totalement reconstruit, notamment :

- les installations de traitement de surface (vérification du respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/2006);
- les installations d'application de peinture (vérification du respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/05/2020);

- les installations de travail des métaux (vérification du respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013);
- les moyens de détection et d'intervention contre un incendie (système de détection incendie, alarme incendie, réserve d'eau incendie et/ou poteaux incendie, RIA, extincteurs, trappes de désenfumage, écrans de cantonnement, bassin de confinement des eaux d'extinction incendie...).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNDS Ammo France
- Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010003876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société KNDS Ammo France a pour activité la fabrication de munitions. Le site de La Chapelle Saint-Ursin a été créé en 1957 sur les communes de La Chapelle Saint-Ursin et de Morthomiers. L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à autorisation pour les rubriques 1450-1, 2793-3b, 2940-2a et 3260.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions constructives - comportement au feu (2940)	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Rejets atmosphériques (3260)	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26 et 35	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Rejets atmosphériques (2940)	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1, 6.2, 6.4 et 6.5	Demande d'action corrective	2 mois
13	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie (2940)	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5 et 4.10	Demande d'action corrective	2 mois
15	Confinement eaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'extinction incendie			
16	Chaufferie : implantation et surface soufflable	Autre du 07/02/2023, article page 71	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives - comportement au feu (3260)	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-I	Sans objet
3	Dispositions constructives - comportement au feu (2560)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 11	Sans objet
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 22	Sans objet
6	Consommation spécifique (3260)	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21	Sans objet
9	Trappes de désenfumage et écrans de cantonnement (3260)	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-II	Sans objet
10	Trappes de désenfumage (2940)	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.4	Sans objet
11	Trappes de désenfumage (2560)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 13	Sans objet
12	Moyens de détection et de lutte contre l'incendie (3260)	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet
14	Moyens d'alerte et lutte	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	contre l'incendie (2560)		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives - comportement au feu (3260)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives / atelier de traitement de surfaces
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Chaque partie de l'installation qui, en raison des caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, est susceptible d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation est constituée de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum, et présente les caractéristiques de faible réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux de classe A1 ou A2s1d1 ; - murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 ; - planchers REI 120 ; - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. <p>(R : capacité portante, E : étanchéité au feu, I : isolation thermique)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les documentations techniques relatives aux matériaux utilisés pour le bâtiment 28S, et notamment pour le local de la chaîne de traitement de surfaces, pour justifier de leur conformité vis-à-vis des caractéristiques de faible réaction au feu et de résistance au feu minimales requises ; l'inspection a fait les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les murs extérieurs sont constitués d'un bardage en panneaux sandwich isolants dont le classement de réaction au feu est A2-s1,d0 (équivalent M0) et EI 120. - les murs séparatifs par rapport aux autres locaux du bâtiment 28S sont en parpaings REI 120. - les portes au niveau des murs extérieurs et des murs séparatifs sont toutes EI 120. Par sondage, l'inspection a contrôlé les vignettes de 2 portes coupe-feu du local de la chaîne de traitement de surfaces donnant vers l'atelier de travail mécanique des métaux, situées au centre du bâtiment 28S : elles mentionnent bien qu'elles sont EI 120. <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives - comportement au feu (2940)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives / cabine de laquage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la structure est de résistance au feu R 30 ; - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. <p>Les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ossature (ossature verticale et charpente de toiture) R 30 si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et R 60 si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ; - plancher haut ou mezzanine REI 60 ; - murs extérieurs RE 30 ; - portes RE 30, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Cette disposition ne s'applique pas aux zones de peinture avec convoyeur traversant. - le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). <p>Afin de ne pas aggraver les effets d'un éventuel sinistre, les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ; - soit par un mur REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont REI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. <p>Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à un nouveau dossier d'enregistrement.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les documentations techniques relatives aux matériaux utilisés pour le bâtiment 28S, et notamment pour le local de la cabine de laquage, pour justifier de leur conformité vis-à-vis des caractéristiques de comportement au feu minimales requises ; l'inspection a fait les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les murs extérieurs sont constitués d'un bardage en panneaux sandwich isolants dont le classement de réaction au feu est A2-s1,d0 (équivalent M0) - le plancher au-dessus du local est constitué d'une dalle béton. - les murs séparatifs par rapport aux autres locaux du bâtiment 28S sont en parpaings. - le système de couverture de toiture satisfait la classe Broof(t3). - les portes au niveau des murs extérieurs et des murs séparatifs sont toutes EI 120. Par sondage, l'inspection a contrôlé la vignette d'une porte coupe-feu du local de la cabine de laquage donnant vers l'atelier de travail mécanique des métaux : elle mentionne qu'elle est EI 120. - l'inspection a constaté que la structure du bâtiment est constituée de poteaux et poutres en béton, toutefois l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la structure du bâtiment est de

<p>résistance au feu R30 (la hauteur du bâtiment est de 8 m).</p> <p>Conclusion : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la structure est R30. L'exploitant transmettra à l'inspection un document justifiant la résistance au feu de la structure du bâtiment 28S.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Dispositions constructives - comportement au feu (2560)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives / atelier de travail des métaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ; - murs extérieurs : REI 90 ; - murs séparatifs : REI 90 ; - planchers/sol : REI 90 ; - portes et fermetures : EI 90 ; - toitures et couvertures de toiture BROOF (t3). <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les documentations techniques relatives aux matériaux utilisés pour le bâtiment 28S, et notamment pour l'atelier de travail mécanique des métaux, pour justifier de leur conformité vis-à-vis des caractéristiques de comportement au feu minimales requises ; l'inspection a fait les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les murs extérieurs sont constitués d'un bardage en panneaux sandwich isolants dont le classement de réaction au feu est A2-s1,d0 (équivalent M0). - le sol est constitué d'une dalle béton. - les murs séparatifs par rapport aux autres locaux du bâtiment 28S sont en parpaings. - le système de couverture de toiture satisfait la classe Broof(t3). - les portes au niveau des murs extérieurs sont toutes EI 30. L'exploitant explique qu'elles ne sont pas EI 90 car il considère que l'atelier de travail mécanique des métaux ne constitue pas un local à risque incendie, contrairement aux activités de traitement de surface et de laquage. <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 22
Thème(s) : Risques accidentels, ARF, ETF, vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 18</u></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p> <p><u>Article 19</u></p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p><u>Article 20</u></p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p><u>Article 21</u></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme</p>

<p>compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p> <p><u>Article 22</u></p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>L'analyse du risque foudre (ARF) du bâtiment 28S a été réalisée le 21/10/2022 par SOCOTEC ; elle conclut à la nécessité d'un système de protection contre la foudre de niveau IV et à des parafoudres de niveau III-IV.</p> <p>L'étude technique foudre (ETF) a été réalisée le 14/11/2022 par SOCOTEC ; elle préconise l'installation de 2 paratonnerres, un parafoudre de type 1 sur le TGBT et des parafoudres de type 2 pour les équipements suivants : SSI, sprinkler, vanne isolement bassin, laveur de fumée.</p> <p>Les travaux d'installation des dispositifs de protection contre la foudre ont ensuite été réalisés par la société FoudreTECH qui a rédigé un DOE (Dossier d'Ouvrage Exécuté).</p> <p>La vérification initiale des installations de protection contre la foudre a été effectuée le 27/10/2023 par SOCOTEC ; le rapport conclut à l'absence d'anomalie.</p> <p>Concernant l'enregistrement des coups de foudre sur le site, l'exploitant précise qu'il relève mensuellement les compteurs d'impact du bâtiment 28S (l'inspection n'a pas consulté le registre) et qu'il est abonné à Météorage (alerte foudre et localisation des impacts de la foudre).</p> <p><u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (rubrique 3260)</u></p> <p>« I. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.</p>

«II. Les dispositions du A et du B de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont applicables à l'installation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les contrôles effectués.

« Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

« Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

«III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.

« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 4.8 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 (rubrique 2940) : Installations électriques et chauffage

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [...]

Article 16 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 (rubrique 2560)

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées par un organisme accrédité.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [...]

Constats :

La vérification initiale des installations électriques du bâtiment 28S a été effectuée par l'organisme SOCOTEC du 25/09/23 au 08/11/23.

Le rapport a identifié 16 observations ; l'exploitant précise qu'elles ont toutes fait l'objet d'une action corrective. L'exploitant a présenté un courrier de la société SPIE qui atteste avoir levé la totalité des observations du rapport sauf les n°9, 10, 11, 12 et 14. L'exploitant précise que ces 5 observations ont été levées en interne ou avec l'aide de la société SODEXO.

La prochaine vérification périodique annuelle est planifiée en novembre 2024. L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport correspondant pour justifier la levée des observations libellées en 2023.

Conclusion : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la levée de toutes les observations faites lors de la vérification annuelle réalisée en 2023.

L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport relatif à la vérification annuelle des installations électriques du bâtiment 28S programmée en novembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Consommation spécifique (3260)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique / activité de traitement de surfaces
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les systèmes de rinçage sont conçus et exploités de manière à obtenir un rejet d'eau, rapporté au mètre carré de la surface traitée, dit rejet spécifique, le plus faible possible. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe le rejet spécifique d'eau maximal de l'installation. Sont pris en compte dans le calcul du rejet spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux de rinçage ; - les vidanges de cuves de rinçage ; - les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ; - les vidanges des cuves de traitement ; - les eaux de lavage des sols ; - les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. <p>Ne sont pas pris en compte dans le calcul du rejet spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux de refroidissement ; - les eaux pluviales ; - les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé ; - les effluents traités hors site dans une installation autorisée à cet effet. <p>On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. Le rejet spécifique est exprimé pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.</p> <p>Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et subit un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).</p> <p>II. Le rejet spécifique d'eau n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.</p> <p>Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, ce rejet spécifique n'excède pas 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an le rejet spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées le mode de calcul du rejet spécifique, le résultat et les éléments justificatifs de ce calcul. Par défaut et à la demande de l'exploitant, le rejet spécifique peut être assimilé à la consommation spécifique, c'est-à-dire à la consommation d'eau liée à l'activité de traitement de surface.</p>

Constats :

La nouvelle chaîne de traitement de surfaces a été réceptionnée en juillet 2024 ; son activité est encore très récente et va monter en cadence.

A ce jour, l'exploitant a calculé une consommation spécifique de 7,1 litres par m² de surface traitée et par fonction de rinçage (à noter qu'il y a 5 fonctions de rinçage).

Conclusion: Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets atmosphériques (3260)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26 et 35

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques / atelier de traitement de surfaces

Prescription contrôlée :Article 26

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO ₂	200
SO ₂	100
NH ₃	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut

selon les méthodes de référence reconnues.

Cas particulier de l'attaque nitrique :

NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.

Rejets de cyanure : si, pour une raison justifiée par l'analyse de l'impact sur le milieu récepteur et après emploi des meilleures techniques disponibles, la valeur limite d'émission de 1 mg/m³ ne peut être atteinte, la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation doit prendre en compte l'état du milieu récepteur ou les contraintes attachées aux installations de traitement réceptrices.

Article 35

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;
- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.

Constats :

Les 8 points de rejets à l'atmosphère du bâtiment 28S concernent les installations suivantes :

- cabine de laquage
- zone de préparation laquage
- machine à laver n°1
- machine à laver n°2
- traitement thermique (x2 points de rejet)
- chaudière de l'activité de traitement de surfaces
- laveur de fumée de la chaîne de traitement de surfaces

L'exploitant a prévu de faire réaliser le premier contrôle annuel des rejets atmosphériques de la chaîne de traitement de surfaces à la fin de l'année 2024.

Les mesures devront porter a minima sur les paramètres listés à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et ceux identifiés par l'exploitant dans le dossier de porter-à-connaissance.

Conclusion : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter des résultats de mesures des rejets atmosphériques.

L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport des mesures des rejets atmosphériques de la chaîne de traitement de surfaces du bâtiment 28S prévues à la fin de l'année 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Rejets atmosphériques (2940)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1, 6.2, 6.4 et 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques / cabine de laquage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 6.1</u> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. [...]</p> <p><u>Article 6.2</u> Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. [...]</p> <p><u>Article 6.4</u> Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h. En plus des dispositions de l'article 6.2, les cheminées susceptibles de rejeter un flux de polluant supérieur à 1 kg/h de poussières, ou 10 g/h de COV avec mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou 0,1 kg/h de COV avec mention de danger H341 ou H351, ou 2 kg/h pour les COV autres que ceux mentionnés ci-dessus ont une hauteur minimale comme définie ci-après. La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres. De plus, le rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. De plus, si le rejet de composés organiques volatils dépasse 150 Kg/h ou 20 kg/h pour ceux à mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351, la hauteur de la cheminée est conforme aux dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.</p> <p><u>Article 6.5</u> Poussières : - si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/Nm³ ; - si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>La cabine de laquage du bâtiment 28S a été mise en service fin 2023-début 2024. Le dossier de porter-à-connaissance du 07/02/2023 prévoit une vérification annuelle des rejets atmosphériques pour les paramètres suivants : poussières et COV.</p>

<p>L'exploitant a fait réaliser un contrôle des rejets atmosphérique de la cabine de laquage le 15/11/2023 par la société BUREAU VERITAS. Le rapport présente les résultats des mesures de concentration des polluants suivants : COVT. La concentration mesurée est de 4,87 mg/Nm³. Les mesures n'ont pas porté sur le paramètre "poussières". La vitesse d'éjection des gaz mesurée est de 14,1 m/s (> 8 m/s) et le débit est de 11100 Nm³/h (>5000 m³/h).</p> <p>Une nouvelle campagne de mesures a été réalisée en septembre 2024. L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport correspondant par courriel du 16/10/2024. Ces nouvelles mesures ont été réalisées par la société BUREAU VERITAS le 10/09/2024. Le rapport présente les résultats des mesures de concentration des polluants suivants : COVT. La concentration mesurée est de 3,12 mg/Nm³. Les mesures n'ont pas porté sur le paramètre "poussières". La vitesse d'éjection des gaz mesurée est de 14,3 m/s (> 8 m/s) et le débit est de 11100 Nm³/h (>5000 m³/h).</p> <p>Conclusion : Le paramètre « poussières » n'a pas été mesuré lors des contrôles périodiques des rejets atmosphériques de la cabine de laquage du bâtiment 28S réalisés les 15/11/2023 et 10/09/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Trappes de désenfumage et écrans de cantonnement (3260)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Trappes de désenfumage et écrans de cantonnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanternes en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>La surface utile de ces dispositifs d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12101-2, version mai 2017, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p>

Chaque bâtiment abritant une chaîne de traitement de surface est divisé en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres. Des aménagements d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton sont réalisées pour chaque zone à désenfumer. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.

Chaque écran de cantonnement est constitué soit par des éléments de la structure (couverture, poutre et murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, soit par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Ces écrans de cantonnement sont DH 30. Les équipements conformes à la norme NF EN 12101-1 (version de décembre 2005) et à son annexe A1 (version de juin 2006) sont présumés répondre à cette disposition. Les écrans ont une hauteur minimale d'un mètre.

Constats :

Le bâtiment 28S comporte 4 cantons de désenfumage (la surface unitaire de chaque canton est inférieure à 1600 m²) dont un concerne le local de la chaîne de traitement de surfaces.

Le local de la chaîne de traitement de surfaces a une superficie de 1598 m² (il n'y a donc pas d'écran de cantonnement au sein du local) ; il est équipé de trappes de désenfumage en toiture dont la surface totale est légèrement supérieure à 2%. Il est séparé des autres volumes du bâtiment 28S par des murs coupe-feu 2h. Les aménagements d'air sont constitués des portes/rideaux du bâtiment.

Par sondage, l'inspection a constaté la présence des commandes d'ouverture manuelle des trappes de désenfumage à proximité d'une porte d'accès à l'extérieur donnant à l'Est du bâtiment.

L'exploitant a précisé que l'ouverture des trappes peut se faire de manière automatique en fonction de la température sous toiture par la destruction de dispositifs fusibles, avec une température calibrée supérieure à celle du sprinklage du local afin de permettre au sprinklage d'être le plus efficace possible.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté les documents techniques justifiant des caractéristiques suivantes des trappes de désenfumage :

- conforme aux normes EN 12101-2 et EN 1873
- classement DH30 sur structure de stabilité R30
- système d'ouverture : fonctionnement type B Ouverture + Fermeture (asservissement pneumatique type CLIP)
- thermodéclencheur calibré à 93°C

L'exploitant a présenté une attestation de bon fonctionnement des trappes de désenfumage datée du 30/05/2023 établie par la société SARL DEP (Descente d'Eaux Pluviales) qui conclut que "les essais réalisés donnent pleinement satisfaction". La prochaine vérification est prévue d'ici la fin de l'année 2024.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Trappes de désenfumage (2940)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Trappes de désenfumage / cabine de laquage

Prescription contrôlée :

Les locaux abritant les installations visées par la rubrique 2940 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs sont composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.

Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque local abritant l'installation

Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.

Constats :

Le bâtiment 28S comporte 4 cantons de désenfumage (la surface unitaire de chaque canton est inférieure à 1600 m²) dont un concerne la cabine de laquage.

La cabine de laquage a une superficie bien inférieure à 1600 m² ; elle est équipée de trappes de désenfumage en toiture dont la surface totale est légèrement supérieure à 2%. Les amenées d'air sont constituées des portes-rideaux du bâtiment.

L'inspection a constaté la présence des commandes d'ouverture manuelle des trappes de désenfumage à proximité des accès.

L'exploitant a précisé que l'ouverture des trappes peut se faire de manière automatique en fonction de la température sous toiture par la destruction de dispositifs fusibles, avec une température calibrée supérieure à celle du sprinklage du local afin de permettre au sprinklage d'être le plus efficace possible.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté les documents techniques justifiant des caractéristiques suivantes des trappes de désenfumage :

- conforme aux normes EN 12101-2 et EN 1873
- classement DH30 sur structure de stabilité R30
- système d'ouverture : fonctionnement type B Ouverture + Fermeture (asservissement pneumatique type CLIP)
- thermodéclencheur calibré à 93°C

L'exploitant a présenté une attestation de bon fonctionnement des trappes de désenfumage datée du 30/05/2023 établie par la société SARL DEP (Descente d'Eaux Pluviales) qui conclut que "les essais réalisés donnent pleinement satisfaction". La prochaine vérification est prévue d'ici la fin de l'année 2024.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Trappes de désenfumage (2560)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Trappes de désenfumage / atelier de travail des métaux

Prescription contrôlée :

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bifonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et intérieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B300.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface des plus grands exutoires sont réalisées soit par des ouvrants en façade soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Constats :

Le bâtiment 28S comporte 4 cantons de désenfumage (la surface unitaire de chaque canton est inférieure à 1600 m²) dont deux concernent le volume comportant l'atelier de travail mécanique des métaux.

L'atelier de travail mécanique des métaux est divisé en 2 cantons de désenfumage, séparés par des écrans de cantonnement d'une hauteur d'environ 1 mètre (selon une estimation visuelle). L'atelier est équipé de trappes de désenfumage en toiture dont la surface totale est légèrement supérieure à 2%. Les amenées d'air sont constituées des portes-rideaux du bâtiment.

Par sondage, l'inspection a constaté la présence des commandes d'ouverture manuelle des

<p>trappes de désenfumage à proximité de plusieurs portes d'accès (notamment à proximité des bureaux).</p> <p>L'exploitant a précisé que l'ouverture des trappes peut se faire de manière automatique en fonction de la température sous toiture par la destruction de dispositifs fusibles.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté les documents techniques justifiant des caractéristiques suivantes des trappes de désenfumage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - conforme aux normes EN 12101-2 et EN 1873 - classement DH30 sur structure de stabilité R30 - système d'ouverture : fonctionnement type B Ouverture + Fermeture (asservissement pneumatique type CLIP) - thermodéclencheur calibré à 93°C - fiabilité : cycles Re 1000 (incendie) Re 10000 (aération) - surcharge neige SL250 / SL500 - basse température T (-15°) - élévation température B300 <p>L'exploitant a présenté une attestation de bon fonctionnement des trappes de désenfumage datée du 30/05/2023 établie par la société SARL DEP (Descente d'Eaux Pluviales) qui conclut que "les essais réalisés donnent pleinement satisfaction". La prochaine vérification est prévue d'ici la fin de l'année 2024.</p> <p><u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Moyens de détection et de lutte contre l'incendie (3260)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie / atelier de traitement de surfaces</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>L'installation est notamment dotée :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes</p>

susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'installation de traitement de surfaces dans le bâtiment 28S est équipée des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- des extincteurs
- un dispositif de détection automatique d'incendie
- une alarme incendie
- un système d'extinction automatique (sprinklage)

Extincteurs :

Les extincteurs du bâtiment 28S (dont ceux du local de l'activité de traitement de surfaces) ont été installés en 2023. Ils ont ensuite fait l'objet d'une vérification périodique annuelle en août 2024, par la société FPI (France Protection Incendie). Le rapport ne mentionne aucune observation particulière.

Détection incendie :

Le local de l'activité de traitement de surfaces est équipé d'un système de détection automatique d'incendie. L'inspection a constaté sur les murs du local la présence de détecteurs linéaires de fumée. En cas de détection incendie, un asservissement arrête automatiquement l'activité de traitement de surfaces (coupure de l'alimentation de l'armoire process + arrêt du laveur de fumée), déclenche l'alarme incendie, reporte l'alarme vers le PC Sécurité et déclenche la fermeture des portes coupe-feu du local.

L'exploitant dispose d'une liste des détecteurs incendie, tous déclarés fonctionnels suite à la vérification périodique réalisée en juin 2024.

Sprinklage :

Le système d'extinction automatique d'incendie a été mis en service le 01/06/2023. La dernière vérification périodique semestrielle a été effectuée par la société Atlantique Automatismes Incendie (AAI) le 26/06/2024 ; Le rapport ne mentionne aucune observation particulière.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie (2940)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5 et 4.10

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie / cabine de laquage

Prescription contrôlée :

Article 4.5

L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- c) De robinets d'incendie armés (RIA) ;
- d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.

S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :

- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;
- indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;
- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;

- e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

[...]

Article 4.10 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

La cabine de laquage dans le bâtiment 28S est équipée des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- des extincteurs
- un poteau incendie à proximité et une réserve d'eau incendie de 1800 m³ au 92F (non vérifiée)
- un dispositif de détection automatique d'incendie
- une alarme incendie
- un système d'extinction automatique (sprinklage)

Extincteurs :

Les extincteurs du bâtiment 28S (dont ceux du local de la cabine de laquage) ont été installés en 2023. Ils ont ensuite fait l'objet d'une vérification périodique annuelle en août 2024, par la société FPI (France Protection Incendie). Le rapport ne mentionne aucune observation particulière.

Poteau incendie :

Un nouveau poteau incendie (n°3) a été implanté à proximité du bâtiment 28S ; il se trouve à environ 40 m du bâtiment 28S. Il a fait l'objet d'une vérification le 21/03/2024 par la société France Protection Incendie (FPI). Les résultats des mesures effectuées sont les suivants :

débit sous 1 bar = 3940 l/min (soit 236,4 m³/h)

débit max = 4680 l/min (soit 280,8 m³/h)

Détection incendie :

Le local de la cabine de laquage est équipé d'un système de détection automatique d'incendie. En cas de détection incendie, un asservissement déclenche automatiquement l'alarme incendie, reporte l'alarme vers le PC Sécurité et déclenche la fermeture des portes coupe-feu du local.

L'exploitant dispose d'une liste des détecteurs incendie, tous déclarés fonctionnels suite à la vérification périodique réalisée en juin 2024.

Sprinklage :

Le système d'extinction automatique d'incendie a été mis en service le 01/06/2023. La dernière vérification périodique semestrielle a été effectuée par la société Atlantique Automatismes Incendie (AAI) le 26/06/2024 ; Le rapport ne mentionne aucune observation particulière.

RIA :

Aucun RIA n'est présent dans le local de la cabine de laquage et dans le bâtiment 28S. L'exploitant précise qu'il a fait le choix d'installer un système d'extinction automatique d'incendie plutôt que des RIA, toutefois l'exploitant n'a pas formulé de demande d'aménagement de la prescription dans son dossier de porter-à-connaissance. L'inspection a constaté la présence du sprinklage dans les 3 locaux suivants du bâtiment 28S : local de la cabine de laquage, local de la chaîne de traitement de surfaces et magasin de stockage.

Conclusion : L'installation de laquage n'est pas équipée de robinets d'incendie armés (RIA).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Moyens d'alerte et lutte contre l'incendie (2560)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie / atelier de travail des métaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. 2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8. 3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau. 4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'atelier de travail mécanique des métaux dans le bâtiment 28S est équipé des moyens de lutte contre l'incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs - un poteau incendie à proximité et une réserve d'eau incendie de 1800 m³ au 92F (non vérifiée) - un dispositif de détection automatique d'incendie - une alarme incendie <p><u>Extincteurs :</u></p> <p>Les extincteurs du bâtiment 28S (dont ceux de l'atelier de travail mécanique des métaux) ont été installés en 2023. Ils ont ensuite fait l'objet d'une vérification périodique annuelle en août 2024, par la société FPI (France Protection Incendie). Le rapport ne mentionne aucune observation</p>

particulière.

Poteau incendie :

Un nouveau poteau incendie (n°3) a été implanté à proximité du bâtiment 28S ; il se trouve à environ 40 m du bâtiment 28S. Il a fait l'objet d'une vérification le 21/03/2024 par la société France Protection Incendie (FPI). Les résultats des mesures effectuées sont les suivants :

débit sous 1 bar = 3940 l/min (soit 236,4 m³/h)

débit max = 4680 l/min (soit 280,8 m³/h)

Détection incendie :

L'atelier de travail mécanique des métaux est équipé d'un système de détection automatique d'incendie. En cas de détection incendie, un asservissement déclenche automatiquement l'alarme incendie, reporte l'alarme vers le PC Sécurité et déclenche la fermeture des portes coupe-feu du local.

L'exploitant dispose d'une liste des détecteurs incendie, tous déclarés fonctionnels suite à la vérification périodique réalisée en juin 2024.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Confinement eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

Article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (rubrique 3260)

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.

En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Article 4.13 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 (rubrique 2940)

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne (dans les locaux), les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation, à déclenchement automatique ou commandable à distance,

pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'évacuation des effluents recueillis se fait dans les conditions prévues aux chapitres V ou IX selon la composition des effluents.

Article 19-V de l'arrêté du 14 décembre 2013 (rubrique 2560)

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées si nécessaire après contrôle de leur qualité vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Le dossier de porter-à-connaissance relatif à la reconstruction de la douillerie (bâtiment 28S), transmis par l'exploitant au Préfet le 07/02/2023, précise en page 27 qu'en cas d'incendie, les eaux d'extinction sont collectées dans un bassin de rétention de 483 m³. Dans le courrier préfectoral du 22 janvier 2024 adressé à l'exploitant pour demander des compléments d'informations concernant ce dossier, il a notamment été demandé de justifier le calcul du dimensionnement du volume du bassin de confinement des eaux d'extinction ; l'exploitant a prévu de répondre à ce

courrier pour la fin du mois d'octobre 2024.

L'inspection a constaté sur site la présence du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie, situé juste à l'Est du bâtiment ; il était vide et en très bon état. Une vanne à commande manuelle et/ou automatique est présente à côté du bassin ; le voyant lumineux indiquait la position ouverte de la vanne.

Le dernier contrôle périodique de la vanne, consistant en un entretien et une vérification de son fonctionnement, a été effectué le 30/09/2024 par la société SSI Service. Le rapport daté du 08/10/2024 conclut que la vanne fonctionne en mode manuel (actionnement de la vanne au niveau du boîtier de commande sur place) mais elle ne fonctionne pas en asservissement automatique c'est-à-dire que le déclenchement à distance depuis le local SSI ne fonctionne pas. Une enquête menée par la société SPIE le 09/10/24 a confirmé que la vanne est actionnable via la commande manuelle mais pas via la commande automatique à distance. Des investigations sont toujours en cours et l'exploitant a prévu de faire réaliser les travaux nécessaires à la remise en fonctionnement de la commande automatique à distance.

Conclusion : La commande de fermeture automatique à distance de la vanne permettant de diriger les eaux d'extinction d'un incendie dans le bâtiment 28S vers le bassin de confinement associé ne fonctionne pas.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le dimensionnement du bassin de confinement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Chaufferie : implantation et surface soufflable

Référence réglementaire : Autre du 07/02/2023, article page 71

Thème(s) : Risques accidentels, Chaufferie : implantation et surface soufflable

Prescription contrôlée :

Dossier de porter-à-connaissance relatif à la reconstruction de la douillerie transmis au Préfet le 07/02/2023 (page 71) :

Scénario Explosion au sein de la chaufferie :

[...] La surface d'évent nécessaire pour limiter le niveau de surpression maximal à 100 mbar est de 3,71 m².

[...] Compte-tenu des distances d'effets associées à l'explosion (notamment la distance SEI 50 mbar = 17,5 m), la chaufferie étant à une distance supérieure à 17,5 m des limites de site, aucun effet n'est attendu à l'extérieur de ce dernier.

Constats :

Le dossier de porter-à-connaissance relatif à la reconstruction de la douillerie (bâtiment 28S), transmis par l'exploitant au Préfet le 07/02/2023, précise en page 71 les informations suivantes

concernant le scénario d'explosion de la chaufferie étudié :

1) La surface d'événement nécessaire pour limiter le niveau de surpression maximal à 100 mbar est de 3,71 m².

2) Compte-tenu des distances d'effets associées à l'explosion, la chaufferie étant à une distance supérieure à 17,5 m des limites de site, aucun effet n'est attendu à l'extérieur de ce dernier.

L'inspection a inspecté la chaufferie et fait les constats suivants : la chaufferie se trouve dans un local spécifique (de type chaufferie préfabriquée) situé à l'extérieur sous l'auvent Est du bâtiment 28S. La chaufferie paraît visuellement suffisamment éloignée de la limite Est du site (la distance de 17,5m semble être respectée d'après une mesure sur le site Géoportail). Concernant les surfaces soufflables, l'inspection a constaté la présence de 3 grilles d'aération sur les parois latérales du local dont elle estime la surface totale à 2,3 m² maximum. N'ayant pu vérifier si une surface supplémentaire était présente sur le toit du local chaufferie, l'inspection demande à l'exploitant de vérifier ce point.

Conclusion : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la surface totale des événements.

L'exploitant précisera la surface totale des événements du local chaufferie du bâtiment 28S. Dans le cas où la surface serait inférieure à 3,71 m², l'exploitant transmettra le plan d'actions correctives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois